

Cahiers **DIALOG**

Cahier n° 2007-01. Synthèse du séminaire international

**GLOBALISATION, DROITS HUMAINS
ET PEUPLES AUTOCHTONES**

Isabel Orellana et Marie-Ève Marleau

Montréal 2007

INRS
Université d'avant-garde



Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones
Aboriginal Peoples Research and Knowledge Network
Red de investigación y de conocimientos relativos a los pueblos indígenas

www.reseaudialog.ca

Cahiers DIALOG

Cahier DIALOG n° 2007-01. Synthèse du séminaire international

Titre : *Globalisation, droits humains et peuples autochtones*

Auteurs : Isabel Orellana et Marie-Ève Marleau

Éditeur : Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Lieu de publication : Montréal

Date : 2007

Isabel Orellana

Professeure au département d'éducation et pédagogie, membre de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Marleau

Candidate à la maîtrise en éducation, Université du Québec à Montréal

Éditique

Chantale Montpetit, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Sylvie Poce, Montréal

Révision linguistique

Catherine Couturier, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Transcription

Amelia Orellana-Côté

Photographies

Isabel Orellana

Diffusion

DIALOG. Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

Institut national de la recherche scientifique

Centre Urbanisation Culture Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal, Québec, Canada H2X 1E3

reseaudialog@ucs.inrs.ca

Chaire de recherche en éducation relative à l'environnement

Université du Québec à Montréal

C.P. 8888 succursale Centre-Ville

Montréal, Québec, Canada H3C 3P8

Chaire.educ.env@uqam.ca

Organismes subventionnaires

DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones est subventionné par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) et par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Université d'accueil du Réseau DIALOG



ISBN : 978-2-89575-147-2

Dépôt légal : 2007

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

DIALOG

Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones
Aboriginal Peoples Research and Knowledge Network
Red de investigación y de conocimientos relativos a los pueblos indígenas

www.reseaudialog.ca

Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones — DIALOG — est un forum d'échange novateur entre le monde autochtone et le monde universitaire fondé sur la valorisation de la recherche et la coconstruction des connaissances et voué au développement de rapports sociaux justes, équitaires et équitables. Regroupement stratégique interuniversitaire, interinstitutionnel, interdisciplinaire et international créé en 2001, DIALOG est ancré à l'Institut national de la recherche scientifique (une constituante de l'Université du Québec). Subventionné par le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), DIALOG réunit plus de 150 personnes et bénéficie de l'étroite collaboration de plusieurs partenaires universitaires et autochtones.

Les membres de DIALOG proviennent d'horizons disciplinaires multiples, partagent des pratiques et des intérêts de recherche diversifiés et ont pour objectif commun l'avancement des connaissances pour une société plus égalitaire et une reconnaissance à part entière des cultures, des droits, des valeurs et des visions du monde des Premiers Peuples. Par ses activités d'animation scientifique, ses programmes de soutien à la recherche collaborative et partenariale, à la formation et à l'édition, ses initiatives en matière de mobilisation des connaissances, ses dispositifs de diffusion et ses banques de données interactives, DIALOG contribue à la démocratisation des savoirs relatifs au monde autochtone à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. À l'heure de la société du savoir, DIALOG participe à la promotion de la diversité culturelle et à sa prise en compte dans le projet du vivre ensemble. Le mandat de DIALOG comporte quatre volets :

- **Contribuer** à la mise en place d'un dialogue constructif, novateur et durable entre l'université et les instances et communautés autochtones afin de dynamiser et de promouvoir la recherche interactive et collaborative.
- **Développer** une meilleure compréhension des réalités historiques, sociales, économiques, culturelles et politiques du monde autochtone, des enjeux contemporains et des relations entre Autochtones et non-Autochtones en misant sur la coconstruction des connaissances et en favorisant la prise en compte des besoins, perspectives et approches des Autochtones en matière de recherche et de politiques publiques.
- **Soutenir** la formation et l'encadrement des étudiants universitaires, et plus particulièrement des étudiants autochtones, en les associant aux activités et réalisations du réseau et en mettant à leur disposition des programmes d'aide financière et des bourses d'excellence.
- **Accroître** l'impact scientifique et social de la recherche relative aux peuples autochtones en développant de nouveaux outils de connaissance afin de faire connaître et de mettre en valeur ses résultats au Québec, au Canada et à travers le monde.



Fonds de recherche
sur la société
et la culture



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada



Biographie des auteures

ISABEL ORELLANA est professeure au Département d'éducation et pédagogie, membre de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et du Comité de coordination du Centre d'études sur le Brésil. Elle est également coresponsable du Groupe « José Martí » de recherches et études sur Cuba de cette institution et membre du Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones – DIALOG. Elle fait partie de la Coalition québécoise sur les impacts socioenvironnementaux des transnationales en Amérique Latine et du Groupe de travail non à Pascua Lama-Montréal. Elle s'intéresse aux processus sociaux de construction de savoirs en éducation relative à l'environnement (ERE) et à l'apport de cette dernière aux processus d'émancipation et de changement socioenvironnemental, ainsi qu'au développement de liens identitaires. Elle porte un intérêt particulier à la stratégie de la communauté d'apprentissage, plus spécifiquement dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement et de l'éducation interculturelle et comme stratégie de renforcement communautaire dans des contextes de crise socioenvironnementale. Elle dirige et œuvre dans divers projets de recherche et de formation dans le champ de l'ERE (in situ et à distance) au Québec et en Amérique latine.

MARIE-ÈVE MARLEAU poursuit présentement des études au Programme de maîtrise en éducation à l'Université du Québec à Montréal, après y avoir obtenu un baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire. Son projet de recherche se situe dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement et porte sur les processus de prise de conscience et d'agir environnemental. Elle œuvre en tant qu'assistante de recherche au sein des projets dirigés par Isabel Orellana et participe en tant que membre étudiant à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. De manière active, elle s'implique au sein de la Coalition québécoise sur les impacts socioenvironnementaux des transnationales en Amérique Latine – un réseau québécois sur les impacts socioenvironnementaux, les droits humains et les droits autochtones des entreprises minières canadiennes – et auprès du Groupe de travail non à Pascua Lama-Montréal.



La Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal a été créée en 2001 grâce au soutien financier du Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada (CRSH). Elle a pour mission de promouvoir le développement de l'éducation relative à l'environnement (ERE) comme contribution à la construction du réseau des relations entre les personnes, les groupes sociaux et l'environnement dans la perspective du développement de sociétés responsables. À travers ses activités de recherche, étroitement associées à la formation et à l'intervention éducative, cette chaire constitue un creuset de réflexion, d'échange et de discussion, ainsi qu'un lieu de discussion et de diffusion de savoirs dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement.

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT

Université du Québec à Montréal
C.P. 8888 succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
chaire.educ.env@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/

Table des matières

Introduction.....	1
Section 1 : Le contexte et les enjeux autochtones au Chili.....	5
1.1 Le cadre politique.....	5
1.2 Un survol historique.....	6
1.3 L'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas.....	9
Section 2 : Le séminaire international <i>Globalisation, droits humains et peuples autochtones</i>	11
Bibliographie.....	19
a) Ouvrages cités.....	19
b) Liens pertinents.....	20
Annexes.....	21
Annexe 1 : Discurso de Inauguración.....	23
Marta Mauras, secretaria de la comisión, CEPAL	
Annexe 2 : Conferencia de Inauguración.....	25
José Aylwin, co-director Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas	
Annexe 3 : Clase Magistral. La globalización, el derecho internacional y los pueblos indígenas. Evolución y perspectivas.....	29
James Anaya, University of Arizona (USA).....	29



Introduction

Les 28 et 29 novembre 2006, s'est tenu à Santiago (Chili) le séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones*, organisé par l'Observatorio de derechos de los pueblos indígenas (ODPI). Plus de 300 représentants de peuples autochtones originaires d'une dizaine de pays d'Amérique latine, du Canada, des États-Unis et de Nouvelle-Zélande, ainsi que des chercheurs, des étudiants, des dirigeants communautaires et des membres d'organismes environnementaux et de droits humains, ont participé pendant deux jours aux discussions qui se sont déroulées au siège social de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPAL).

Le séminaire a été organisé sous les auspices de CEPAL, Forest Ethics, Fundación AVINA, Fundación Ford, IWGIA et Visión Social del Agua et grâce à l'appui des organisations suivantes :

- Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies
- Association communautaire Ñankuchew de Lumako (Identidad Nagce)
- Association des droits humains Juan Guzmán
- Centre de droits économiques et sociaux (CDES), Équateur
- Comité de défense des droits du peuple (CODEPU)
- Conseil national Aymara Province Arica, Parinacota
- Conseil des peuples Atacameños
- Conseil de Toutes les Terres
- Conseil de Longko du Pikunwijimapu
- Corporation Mapuche Lonko Kilapan (avec l'appui de l'Union Européenne)
- Corporation Mapuche Xeg Xeg
- Cultural Survival
- École de Droit, Universidad Católica de Temuco
- Jvfken Mapu
- Identité Lafkenche
- Institut de Droits Humains Pedro Arrupe, Universidad de Deusto, Pays Basque
- Observatoire Latino-américain de Conflits Environnementaux
- Programme radial Wixage Anai
- Réseau citoyen Chili-Pays Multiculturel
- Universidad Católica del Norte

Le Séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones* s'est tenu au moment même où, à New York, la Déclaration universelle de droits des peuples autochtones était approuvée¹, au sein de la Commission des droits humains de l'ONU, après plus de dix ans de débats. Les participants ont discuté des effets de la globalisation en matière de protection des droits humains des peuples autochtones et des implications de ce phénomène actuel sur le développement de ces communautés en Amérique latine. Au sein de ce continent, il y a plus de 650 peuples autochtones reconnus par les États. Ils présentent une diversité de réalités culturelles, territoriales, démographiques et possèdent divers statuts sociopolitiques. Les discussions ont abordé la globalisation comme un des phénomènes contemporains les plus marquants, dont l'impact se fait sentir sur les États, sur ces communautés et sur les personnes qui les composent. Pour les peuples autochtones, la globalisation engendre des processus qui ont favorisé l'implantation de modes de vie étrangers, issus de cultures dominantes; l'identité de ces peuples en a été gravement affectée.

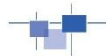
Parallèlement, au sein même de ce processus, les droits des peuples autochtones, pratiquement ignorés jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, ont été progressivement reconnus durant les dernières décennies, tant à l'échelle internationale qu'au sein de divers États. Il faut souligner en ce sens, l'approbation en 1989 de l'accord 169 sur les Peuples autochtones et tribaux dans les pays indépendants, par l'Organisation internationale du Travail (OIT). Cet accord reconnaît aux peuples autochtones un ensemble de droits politiques (participation et autonomie), territoriaux (terre et territoire) et culturels (langues, cultures, institutions qui leurs sont propres) de nature collective. Cet accord, ratifié aujourd'hui par 17 États, a entraîné des changements importants sur le plan des dispositions juridiques de nombreux pays concernant les peuples autochtones, inspirant les réformes de ces dispositions, en particulier en Amérique latine.

Cependant, la dimension dominante de la globalisation, essentiellement économique, et les politiques de libre commerce par lesquelles elle prolifère, entraînent le déploiement accéléré et multiple de projets d'investissement de capitaux d'origines diverses, impliquant pour la plupart l'exploitation de richesses naturelles. L'impact de ces activités sur l'environnement et les communautés est alarmant. De plus, elles accentuent les iniquités et les violations des droits des personnes. Les droits des peuples autochtones en sont particulièrement touchés. Leur culture, leur mode de vie, leurs territoires sont profondément affectés. Ceci est de plus en plus souvent dénoncé par les organisations qui les représentent. Le contexte d'urgence qui découle de ces projets économiques — souvent menés par de puissantes transnationales — met en évidence la nécessité d'une nouvelle analyse de la situation, pour clarifier adéquatement les enjeux et identifier des pistes de solution. L'adoption d'un cadre législatif approprié apparaît comme un des éléments qui interpelle la responsabilité des décideurs politiques.

¹ La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, proposée par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits humains en 1994, a été adoptée en 2006 dans la première session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui reconnaît à ces peuples, à travers ses 46 articles, le droit à la libre détermination et à l'autonomie. « La Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones, en plus de reconnaître une dette historique et morale des États avec ces groupes humains affectés par la conquête, la colonisation et l'exploitation de ses ressources, prétend créer, à travers les principes et les aspirations qu'elle adopte, un cadre légal et politique qui bénéficiera plus de 350 millions de personnes dispersés dans le monde entier » (e-Indígenas 2007).

Le séminaire a été organisé dans l'optique d'analyser les diverses dimensions des problématiques associées à la globalisation et aux droits des peuples autochtones. Il a cherché également à mettre en évidence le rôle des peuples autochtones en tant qu'acteurs politiques du continent latino-américain. En effet, la diversité des actions développées par ces peuples, soulignait Marta Maurás, secrétaire de la CEPAL, dans son discours d'ouverture, a mis au centre du débat publique « leurs réclamations de reconnaissance en tant que collectivités différenciées, c'est-à-dire des peuples exigeant de nouveaux statuts qui puissent garantir leur existence et leurs droits ». Intéressé par la richesse des processus et des analyses qui émergent en Amérique latine en matière d'affaires autochtones et plus particulièrement en ce qui concerne la question des droits, DIALOG — le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones, en accord avec sa mission, vise à consolider ses liens interaméricains. Il a été question plus particulièrement de stimuler les échanges avec les acteurs des questions autochtones en Amérique du Sud. Une délégation de DIALOG a donc participé au séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones* à l'occasion duquel ont été abordés les enjeux actuels cruciaux des communautés autochtones latino-américaines. Robert Lanari, membre du bureau de direction de DIALOG, la professeure Isabel Orellana, membre de DIALOG et chercheure au sein de la Chaire de recherche du Canada en éducation à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal et Marie-Ève Marleau, étudiante à la maîtrise en éducation de cette institution et membre étudiante de cette même Chaire, ont composé cette délégation.

Robert Lanari a présenté une communication intitulée *Canadian Companies and First Nations in Canada*, à la table ronde *Responsabilité sociale, droits humains et peuples autochtones*. De son côté, la professeure Orellana avec la collaboration de Marie-Ève Marleau a exposé le thème *La communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement communautaire et de défense des droits des peuples autochtones face au déploiement des transnationales*, dans le cadre de la table ronde *Les impacts de la globalisation économique sur les droits des peuples autochtones*.



Section 1 : Le contexte et les enjeux autochtones au Chili

1.1 Le cadre politique

Pour cerner adéquatement les problématiques autochtones actuelles au Chili, il importe de considérer son cadre historique. Le Chili d'aujourd'hui est le résultat de 17 ans de dictature militaire, une des plus répressives et cruelles d'Amérique latine (Moulián 2002), dont les séquelles sont encore présentes. Le thème des droits de la personne a été au centre des débats et des controverses qui ont marqué l'histoire récente de ce pays. Bien que la démocratie soit de retour au pays et que des démarches aient été entreprises en matière de justice, les violations des droits humains commises durant cette période (tortures, disparitions, massacres, exil forcé, etc.) restent impunies; l'impunité règne et la lutte pour la vérité et la justice se poursuit (Equipo Nizkor 2007; Araya *et al.* 2001). La lutte qui est menée pour les droits autochtones s'associe ainsi aujourd'hui à la lutte pour le respect des droits de la personne. Il s'agit d'une société qui doit encore surmonter ce qui lui a été légué par les violations des droits fondamentaux de son passé récent. Une profonde blessure, encore ouverte, marque ce pays à travers les années, malgré le retour progressif à la démocratie depuis 1990.

La junte militaire qui a gouverné le pays sous la direction de Pinochet à partir du coup d'état de 1973, avait mis terme brutalement au processus de changement social amorcé par une coalition de gauche, l'Unité populaire, faisant sombrer le Chili dans un régime de terreur et instaurant un régime néolibéral, dans le cadre duquel les richesses du pays ont été mises à la disposition des intérêts économiques étrangers. La réduction des dépenses fiscales, la restructuration de l'apparat de l'État, le contrôle strict de la gestion budgétaire ont été accompagnés par des réformes fiscale et du travail, la libéralisation du contrôle de divers secteurs de l'économie et le libre accès aux investissements et aux devises : c'est le fruit de l'intervention, vers 1975, d'un groupe d'économistes, les « Chicago Boys »², dont plusieurs ont été des présidents de la Banque centrale du Chili, des ministres d'économie, du travail, de l'industrie minière, etc., durant la dictature de Pinochet. Des politiques de privatisation extrême ont été mises de l'avant (Del Pozo 2000). Cette « révolution capitaliste », comme l'appelle l'économiste Tomás Moulián (2002) est le fruit de la complicité d'« un ménage à trois » : les militaires, les intellectuels néolibéraux, formés pour la plupart en Amérique du Nord, et des entreprises nationales et transnationales.

L'économie chilienne, un secteur essentiel étant sous la gouverne de l'État (le processus d'étatisation du secteur-clé de l'industrie, des principaux services et des banques ainsi que la réforme agraire ont été parmi les principales actions entreprises par le gouvernement de l'Unité Populaire), subit ainsi un virage radical vers la privatisation. Les intérêts du marché étaient désormais maîtres de la situation au détriment des besoins sociaux, éducatifs, de

² Fruit d'un partenariat entre la Pontificia Universidad Católica de Chile et l'University of Chicago, un groupe de 25 économistes, connus comme les « Chicago Boys », a suivi des études supérieures à Chicago sous la direction de Milton Friedman et d'Arnold Harberger, reconnus comme les pères du modèle du néolibéralisme actuel. Ces 25 économistes participèrent au sein du Latin American Finance Workshop et du Money and Banking Workshop de Friedman et furent les inspirateurs de la politique économique de la dictature de Pinochet, de déréglementation, privatisation et taxation.

santé, d'habitation, etc., d'une population qui s'est appauvri d'une façon vertigineuse. L'écart entre une minorité qui s'est enrichie énormément et des couches de plus en plus vastes de la population qui se sont appauvries s'est creusé comme jamais auparavant. Le Chili est considéré comme un des pays qui présente le plus haut taux d'iniquité dans la distribution de biens (Moulián 2002). La dictature capitaliste et néolibérale a pris ainsi forme grâce à la puissante complicité entre le pouvoir (contrôle juridique), la terreur (contrôle des corps : individus et groupes sociaux) et le savoir (contrôle de l'esprit).

Le modèle de l'École monétariste de Milton Friedman a été ainsi fortement consolidé. Le libre marché s'est installé et a amplifié le pouvoir des entreprises privées transnationales. Les intérêts économiques gèrent désormais les destins du pays. Ainsi, le développement économique actuellement en vigueur au Chili s'appuie, comme mentionné, à 70 % sur l'exploitation des ressources naturelles (Lowy 2005) menée en grand partie par les investisseurs étrangers.

Les politiques gouvernementales favorisent l'arrivée au pays de ces entreprises, lesquelles, utilisant l'argument de la création d'emploi, se déploient à travers le territoire national. Les richesses minières et forestières sont particulièrement convoitées. Aussi, l'eau, menacée par ces développements, devient un objet marchand dont le contrôle et la commercialisation passent progressivement entre les mains d'intérêts privés. Des litiges émergent tout au long du pays autour de la question de l'accès et de la qualité de l'eau. Les communautés autochtones dont les territoires sont très souvent fortement affectés se trouvent parmi les premières victimes de cette situation.

1.2 Un survol historique

Les peuples autochtones habitent le territoire actuel du Chili, indépendants les uns des autres, et ce, depuis des centaines d'années. La conquête par l'empire espagnol aura été un phénomène historique déterminant pour l'histoire de ces peuples (Bengoa 2004, 2002). Diverses particularités historiques, territoriales et culturelles ont marqué les relations de ces peuples avec l'État du Chili, et ont de ce fait eu un impact sur la situation de leurs droits et revendications spécifiques (Yañez 2005).

Communauté autochtone	Population estimée vers la fin du XVI ^e siècle	Population Recensement de 1992
Aymara	8 500	48 477
Atacameños ou Likan Antay	5 000	3 000
Changos	5 000 à 6 000	5 000
Diaguitas	25 000	
Collas	—	100
Mapuche	1 000 000	928 060
Onas	3 000	exterminés
Yagan ou Yamana	2 000	200
Kawesqar ou Alacalufe	3 000	
Rapa Nui ou Pascuense	172	21 848

L'appropriation des territoires autochtones durant la colonisation s'est effectuée en vertu d'une norme papale adoptée en 1493 selon laquelle les autorités ecclésiastiques attribuaient aux rois espagnols de Castilla et Léon les terres conquises à travers l'occupation militaire (Yañez 2005a). Cette occupation était justifiée par le refus des Autochtones d'adopter la foi catholique. Les territoires autochtones étaient par conséquent pris par les armes et les communautés, soumises à l'esclavage. Ces territoires conquis furent distribués entre les conquérants en récompense de leur participation au processus de colonisation. Le peuple mapuche a pu cependant résister à l'invasion espagnole, opposant le combat à l'invasion : la Guerre d'Arauco. Celle-ci dura, dans sa première phase, de 1546 jusqu'à 1641 (Bengoa 2000). C'est à cette dernière date que Mapuches et espagnols se réunirent pour négocier la paix. Le territoire mapuche a été à ce moment-là délimité, les frontières furent définies. Mais la guerre a repris et se prolongea jusqu'à l'indépendance du Chili, en 1810. Durant 260 ans, faisant face aux colonisateurs, le peuple mapuche a su maintenir son autonomie, mais les luttes se poursuivirent et en 1883 (après plus de trois siècles de résistance), les terres de l'Araucanía, territoire mapuche, ont finalement été occupées. Ceci marqua la fin de la vie mapuche indépendante et la transformation définitive de ce peuple en paysans pauvres, « probablement, les plus pauvres du Chili » (Bengoa 2000 : 326). L'Araucanía a été déclarée propriété fiscale, les terres ont été progressivement converties à la production agricole. Les communautés ont été reléguées à des réserves.

La crise culturelle a été énorme, la communauté a été fortement désagrégée. Par ailleurs, les contacts avec les autres groupes ethniques du pays étaient très limités. La formation en 1953 d'une Association nationale autochtone ouvre en ce sens une perspective de convergence des efforts de mobilisation. Inspirée d'une vision progressiste, cette association est devenue porteuse des luttes pour le territoire et pour les droits autochtones.

Mais le processus de reconnaissance des territoires autochtones a été long et complexe (Bengoa 2004). En 1970, le gouvernement de gauche du président Salvador Allende (1970-1973) met en place un processus de restitution et de récupération des terres autochtones, ce qui marque la fin de la période d'assimilation forcée — basée sur des politiques qui adoptaient un concept d'une identité nationale homogène, qui étaient en vigueur depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930 — et de la période d'intégration forcée (1930-1970) qui n'a pas eu grand succès. Pendant la dictature militaire (1973-1990), le gouvernement favorise l'accès aux propriétés individuelles par la distribution de titres de pouvoir en légitimant la propriété privée. La loi adoptée à cette fin en 1979 provoque la division et liquide les communautés autochtones. C'est une tentative d'en finir avec l'identité communautaire (Bengoa 2004).

D'autres dispositions, comme le Code de l'eau (Código de Agua) adopté en 1981, affectent profondément les communautés autochtones du Nord (Aymaras, Quechua, Diaguitas, Atacameños) quant à l'accès, la gestion et l'administration de l'eau. Cette loi a plutôt favorisé les entreprises minières. Mais les luttes se poursuivent et vers la fin du régime militaire, les peuples autochtones se lèvent conjointement pour la première fois afin d'exiger la protection de leurs droits. Leurs principales revendications sont :

- La reconnaissance constitutionnelle de la diversité ethnique et culturelle du pays.

- † La participation autochtone dans l'application de la politique autochtone de l'État.
- † La protection légale des terres et des eaux autochtones.
- † L'attribution des terres fiscales ou l'achat de terres privées pour élargir le territoire autochtone.
- † La résolution des conflits historiques de terres.
- † L'appui au développement économique et culturel des peuples et des communautés autochtones.
- † La ratification de l'accord 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), sur les droits autochtones.

C'est le candidat à la présidence Patricio Aylwin qui accueille ces demandes en 1989. Elles constitueront la base sur laquelle repose la *loi 19.253* (1993), actuellement en vigueur, sur la protection et le développement des Autochtones. Cette loi reconnaît comme principales ethnies du Chili les peuples Mapuche, Aymara, Atacameños, Rapa Nui (ou Pascuenses) et Kwesqar (ou Alacalufe) et Yamana (ou Yagán). La communauté Rapa Nui est également reconnue dans son article 66. Cette loi reconnaît que la terre est un fondement de la société et de la culture autochtone. Elle stipule donc que l'État doit la protéger, veiller à son application, à une exploitation adéquate et à l'équilibre écologique des terres autochtones.

Une structure institutionnelle d'État a alors été mise en place pour représenter les peuples autochtones et pour faire des études et des recommandations afin de les appuyer : Corporación Nacional de Desarrollo Indígena — CONADI (Del Pozo 2000). Cependant, cette structure partisane n'a jamais répondu aux demandes les plus urgentes des communautés et des mouvements autochtones (Aylwin 2005). Les conflits dans les terres autochtones se sont poursuivis et de nouvelles violences ont éclaté. La lutte pour la terre se complexifie dans le contexte actuel de multiplication des projets d'investissement. De plus, le nouveau cadre légal mis en place pour répondre aux impératifs établis par les grandes puissances en matière de sécurité et plus spécifiquement, les lois de lutte antiterroriste, dont une version est approuvée au Chili, se retourne contre les communautés autochtones. Les politiques et la législation actuelle s'appliquent radicalement, ayant pour résultat l'emprisonnement de représentants autochtones, les violations des droits humains, et la violence et l'abus des forces policières et militaires (Pérez Guerra et Zúñiga 2005); et ce, malgré l'engagement de l'actuelle présidente Michèle Bachelet pendant sa campagne électorale à prendre en compte le rapport de la Commission Verdad Histórica y Nuevo trato (Vérité historique et Nouvelle entente avec les Autochtones) et le rapport du Rapporteur spécial de l'ONU de 2003 sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones. Ces rapports recommandent l'abandon de la criminalisation des manifestations sociales autochtones, la fin de l'utilisation des forces publiques contre les Autochtones et de l'application de lois spéciales, comme la loi antiterroriste, mise en place pendant la dictature militaire (Aylwin 2006).

Par ailleurs, bien que des organisations et des mouvements autochtones continuent de s'organiser et de se mobiliser afin de revendiquer leurs droits et la reconnaissance de leurs particularités et leurs différences (Bengoa 2004), il n'y a pas actuellement de

structure nationale qui coordonne les efforts déployés séparément par les diverses communautés.

1.3 L'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas

L'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas est un des principaux acteurs impliqués dans la reconnaissance et le respect des peuples autochtones et de leurs droits dans ce pays. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale de promotion et de défense des droits des peuples autochtones qui a été créée en septembre 2004 dans la ville de Temuco au Chili. Elle est constituée par des chercheurs et des représentants des communautés autochtones provenant de divers champs disciplinaires, spécialisés dans le domaine des affaires autochtones. Le travail de cette organisation plurielle et multidisciplinaire s'appuie sur les dispositifs actuels nationaux et internationaux en matière des droits humains et plus particulièrement des droits autochtones.

Mandat
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à développer une plus grande conscience au sein de la société chilienne et de l'État, concernant la réalité des peuples autochtones au Chili; ▪ Contribuer à faire reconnaître et à faire respecter au Chili les droits autochtones individuels et collectifs reconnus internationalement; ▪ Renforcer la connaissance et les capacités des peuples autochtones et de leurs organisations, en ce qui a trait à l'exigence de reconnaissance et de respect de leurs droits; ▪ Informer l'opinion publique nationale et internationale, les médias et les organisations préoccupées par ces questions sur la situation actuelle des droits autochtones afin de favoriser leur protection.

Sous la responsabilité des deux co-directeurs, José Aylwin et Nancy Yáñez, les activités développées par l'Observatorio se structurent autour de sept domaines : 1) Relations internationales; 2) Recherche; 3) Domaine juridique; 4) Formation; 5) Communications; 6) Globalisation et peuple mapuche; 7) Peuple mapuche et foresterie. Ces domaines sont développés en tenant compte des perspectives suivantes : autochtone, société civile et ONG, internationale, gouvernementale et parlementaire. Diverses activités sont mises en œuvre, dont des ateliers de formation, de discussion et de travail, des programmes de formation de premier cycle (en partenariat avec l'Universidad de Temuco), des colloques et des séminaires, la rédaction de rapports, l'émission de lettres publiques et de déclarations, ainsi que la réalisation de démarches juridiques auprès des diverses instances nationales et internationales en défense des droits des peuples autochtones. Cet organisme publie la revue *El Observatorio*, qui aborde dans chaque numéro une thématique particulière. Les deux dernières parutions portent respectivement sur la question du droit à l'eau, projets miniers et droits autochtones et sur celle des peuples autochtones et de la globalisation.

LES ACTIONS DE L'OBSERVATORIO DE DERECHOS DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS



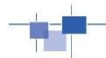
RÉUNION À L'AMBASSADE DU CANADA
AU CHILI



AUDIENCE À LA COUR
INTERAMÉRICAINNE
DES DROITS DE L'HOMME



DANS LA RUE AVEC DES
REPRÉSENTANTS MAPUCHE



Section 2 : Le séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones*

Le séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones* a une signification particulière dans le contexte actuel de globalisation et la situation critique qui résulte du déploiement accéléré des transnationales et des investissements étrangers. La globalisation, comme le soulignait Marta Maurás lors de son allocution d'ouverture (annexe 1), se manifeste de multiples façons, affectant radicalement la souveraineté des États et l'autodétermination des peuples, la vie des communautés et des individus qui la composent. Dans le cas du Chili, hôte de cet événement, la globalisation a entraîné la transformation de l'économie nationale en une économie marchande néolibérale amorcée dans les années 1980 sous la dictature militaire (Moulián 2002) et qui a impliqué l'adoption de politiques de privatisation extrême (Del Pozo 2000). Ce pays a été vendu au capital étranger et, comme d'autres, il subit les effets du pillage systématique de ses richesses. En effet, le modèle actuel de développement économique est basé à 70 % sur l'exploitation des ressources naturelles (Lowy 2005). Malgré leur abondance, les richesses se concentrent entre les mains d'une petite minorité, les écarts sociaux continuent à se creuser. De plus, le processus d'exploitation des richesses naturelles est accompagné d'une destruction alarmante des écosystèmes, des cultures et des économies locales, comme le soulignait José Aylwin dans sa conférence d'ouverture (annexe 2).

La globalisation économique en vigueur entraîne une violation systématique des droits de la personne. Les peuples autochtones en sont devenus les principales victimes, ils sont bien souvent parmi les premiers affectés, rapportait Aylwin. Les entreprises transnationales exercent une grosse pression sur les territoires ancestraux riches en ressources. Les peuples autochtones subissent la discrimination et l'exclusion et sont écartés de la prise de décisions sur les problèmes qui les affectent. Cette situation se produit également à cause de la subordination politique dans laquelle ces peuples se retrouvent à l'intérieur des États, ajoutait Aylwin.

L'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas constate en effet que les communautés autochtones qui vivent sur des territoires où des projets d'investissement étranger se réalisent ont été particulièrement affectées (Aylwin 2006). La majorité des projets sont approuvés sans processus approprié d'information des populations concernées ni une consultation adéquate de ces communautés et sans considérer leur participation aux bénéfices (Aylwin 2006). Les impacts à moyen et à long terme de ces projets sur l'environnement, la culture locale et l'économie de ces communautés ne sont pas considérés ni clarifiés.

Une dimension peu étudiée du phénomène de la globalisation est celle des droits humains, qui s'est matérialisée à travers la construction progressive de dispositions juridiques qui trouvent leurs ancrages dans d'importants consensus mondiaux. Les droits des peuples autochtones, ignorés initialement, deviennent progressivement l'objet de normes et de lois autant au niveau national qu'international (OPDI 2006). « Durant plus de deux décennies, les représentants des peuples autochtones ont comparu dans les organismes des droits humains des Nations Unies et cette participation et de plus en plus importante et significative » (Anaya 2006 : annexe 3). « En réponse spécifique à ces efforts, des nouvelles institutions et des nouveaux programmes se sont développés

permettant à ces peuples un accès sans précédent au système international » (Anaya : annexe 3). Cheminer vers l'adoption des pleins droits des peuples autochtones implique cependant, d'après Maurás (annexe 1) :

[...] de répondre à deux grands défis : un accès équitable au bien-être et aux bénéfices du développement économique et social et une plus grande reconnaissance politique de ces peuples en tant qu'acteurs spécifiques et différenciés. La complémentarité de ces deux défis permettrait la réalisation des aspirations d'autodétermination si longtemps ajournées, tout comme l'accès des peuples autochtones, en tant qu'acteurs nationaux, à la délibération politique associée à l'assignation de ressources et à la définition de politiques qui déterminent le destin de nos sociétés. En ce sens, les normes internationales de base, relatives aux droits collectifs des peuples autochtones, peuvent être formulées au sein des catégories suivantes, qui s'articulent de plus en plus dans les accords en cours : droits à la non discrimination; droits à l'intégrité culturelle; droit à la propriété, le contrôle et l'accès aux terres et aux ressources; droit au développement et au bien-être social; droits de participation politique, droit au consentement libre, préalable et informé. Et tout ceci, basé sur le principe fondamental du droit à l'autodétermination. (Maurás 2006 : 2; traduction du texte original en espagnol)

En Amérique latine, des efforts importants ont été investis dans cette direction. Malgré qu'il n'y ait pas de disposition particulière relative aux droits autochtones, la Cour et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont adopté une jurisprudence basée sur les conventions existantes, en reconnaissant aux peuples autochtones non pas seulement les droits individuels, mais aussi les droits à caractère collectif, comme la propriété communautaire des terres et les droits de participation politique (Aylwin 2006a). Les peuples autochtones ont contribué à développer une nouvelle vision au sein du cadre international des droits humains, et l'idée de droits collectifs a été acceptée (Anaya 2006). Par ailleurs, les peuples autochtones ont contribué à forger un cadre juridique international qui aborde l'autodétermination non pas seulement en termes de structures d'État, mais qui considère aussi les diverses identités culturelles et structures sociales et politiques coexistantes.

L'apport des luttes des peuples autochtones « contribue à produire des changements dans l'ordre juridique international, il s'agit de changements qui peuvent conduire à un monde plus juste et plus humain, non pas seulement pour les peuples autochtones, mais pour tous les peuples », soulignait Anaya. Mais malgré les pas franchis et le cadre légal en vigueur, cinq États de l'Amérique latine n'ont pas encore reconnu constitutionnellement les peuples autochtones et leurs droits (ODPI 2006). La discrimination et la répression de ces peuples se poursuivent. Au Chili, le mouvement d'opposition sociale autochtone est réprimé par l'État avec l'appui de la législation antiterroriste adoptée pendant la dictature de Pinochet (ODPI 2006; Pérez Guerra et Zúñiga 2005) dont l'incompatibilité avec les normes internationales des droits de la personne a été constatée par des analystes nationaux et internationaux.

Les diverses recommandations et les revendications des peuples autochtones pour le respect de leurs droits, tel que stipulé dans le cadre international actuel, n'ont pas eu d'écho dans plusieurs pays latino-américains, dont le Chili; les changements qui s'imposent dans l'organisation juridique nationale relative aux peuples autochtones et dans la politique publique qui les concerne n'ont pas été apportés (Aylwin 2004).

C'est dans ce contexte que l'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas, appuyé par d'importantes organisations et institutions nationales et internationales, a convoqué le séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones*. Ce séminaire a permis de réunir des représentants de diverses communautés autochtones d'Amérique latine, certains en provenance de régions très éloignées et difficiles d'accès (dont des Atacameños, Diaguitas, Mapuches, Pehuenches, Quechuas, et Aymaras du Chili; des Puelmapu, de l'Argentine; des Weenhayek de la Bolivie et des Cris du Canada). Chercheurs, étudiants, dirigeants communautaires et membres d'organismes environnementaux et de droits de la personne d'une douzaine de pays étaient ainsi présents (Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Équateur, États-Unis, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pérou et Uruguay). L'événement visait, entre autres, à réfléchir et à débattre autour du phénomène de la globalisation dans ses multiples dimensions, à mettre l'accent sur une autre globalisation, celle des droits de l'homme à l'échelle internationale et régionale et à ses implications potentielles pour les peuples autochtones en tenant compte de leurs discours, leurs réalités et leurs expériences.

Le séminaire a été ouvert par Marta Maurás, Secrétaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes-CEPAL (annexe 1) et par José Aylwin, co-directeur de l'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas (annexe 2). Lors de la séance d'ouverture ont également présenté des allocutions : le juge à la retraite Juan Guzmán, de l'Association pour les droits humains « Juan Guzmán³ Tapia »; Margarita Uprimny, représentante du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme; Rosa Ramos, vice-présidente du Conseil des Peuples Atacameños et Patricio Aylwin⁴, ex-président du Chili. Un cours magistral a été dispensé après la séance d'ouverture par le chercheur en droits humains James Anaya (James E. Rogers College of Law, University of Arizona), intitulée *Droit international et peuples autochtones : évolution et perspectives* (annexe 3).

³ Juan Guzmán Tapia s'est fait connaître internationalement pour avoir été le premier à accuser et à mener des procès judiciaires contre le dictateur chilien Augusto Pinochet l'accusant de violations des droits de la personne et mettant en évidence sa responsabilité dans le cas de 3 000 morts ou disparus et sur des cas de tortures durant la dictature (1973-1990). Il a ordonné l'arrestation du dictateur pour sa responsabilité dans les cas connus comme « La Caravane de la mort » et l'« Opération Cóndor ». Il s'est occupé des divers cas de violations des droits de l'homme durant la dictature militaire, dont des 165 querelles contre Pinochet.

⁴ Patricio Aylwin Azócar a été élu président du Chili en 1990, après 17 ans de dictature militaire. Il a ouvert une nouvelle phase dans la vie sociale chilienne amorçant un processus de transition démocratique. Il est membre de la Démocratie chrétienne, un des partis de droite des plus puissants dans la vie politique chilienne. Il a été président du sénat pendant une année durant le gouvernement de l'Unité populaire (1970-1973). Il a fait partie d'une opposition active contre ce pouvoir populaire et a contribué activement pour faciliter le coup d'état militaire. Cependant, progressivement il s'est tourné vers une position de critique contre la dictature militaire et est devenu leader de l'opposition démocratique et du processus électoral qui le conduira à la présidence du Chili.

Les objectifs du séminaire

- Promouvoir et diffuser le débat et la réflexion qui se tiennent actuellement à l'échelle mondiale concernant le phénomène de globalisation dans ses multiples dimensions.
- Étudier le développement de la globalisation des droits de la personne à l'échelle internationale et régionale, ainsi que leurs implications pour les peuples autochtones.
- Analyser les discours, les réalités et les expériences de la globalisation économique à l'échelle internationale, régionale, et spécifiquement au Chili, et leurs implications pour les peuples autochtones.
- Analyser la forme par laquelle l'État chilien a répondu aux recommandations réalisées par le Porte-parole spécial de l'ONU pour les droits autochtones et à celles réalisées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour aborder la situation de non-protection de ces droits dans le pays dans le contexte de globalisation économique actuelle.
- Promouvoir la connaissance et l'analyse des possibilités que la globalisation des droits de la personne propose pour la protection des droits des peuples autochtones à l'échelle internationale, régionale et du Chili.

Sept tables rondes thématiques

1. La globalisation des droits de la personne et les peuples autochtones.
2. Les impacts de la globalisation économique sur les droits des peuples autochtones.
3. Les droits économiques, sociaux et culturels, l'économie solidaire et les peuples autochtones.
4. Les droits à l'eau des peuples autochtones et des communautés paysannes dans les pays andins.
5. Responsabilité sociale, droits de la personne et peuples autochtones.
6. La mise en œuvre des recommandations des rapports de l'ONU sur les droits autochtones.
7. Le multiculturalisme et les défis de la diversité culturelle.

ATELIER 2 : LES IMPACTS DE LA GLOBALISATION SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Aspects abordés

- Description de cas concrets de situations de conflit associées à des développements industriels mis de l'avant par des transnationales, dans le cadre de la globalisation économique dominante, ainsi que description et analyse de divers types d'impacts associés à ces développements, spécifiquement, les impacts socioenvironnementaux, culturels, et sur les droits humains.
- Présentation de divers éléments d'analyse du phénomène de la globalisation, en particulier concernant sa dimension économique. L'accent a été mis sur les caractéristiques du système dominant : l'exacerbation des intérêts du capital devant d'autres types de considérations, la marchandisation comme axe central du fonctionnement de la société, la promotion du profit, de la rentabilité, de l'accumulation de richesse et de pouvoir.
- Présentation de quelques pistes de renforcement communautaire et d'exploitation du potentiel des capacités communautaires pour produire des changements sociaux, en particulier à partir de l'éducation et plus spécifiquement, de l'éducation relative à l'environnement.

Pistes stratégiques

- Apporter un regard critique aux causes profondes des situations en conflit en établissant des liens entre les situations globales et locales, clarifiant la complexité de la réalité actuelle caractérisée par la domination du néolibéralisme et des maux associés à ce phénomène.
- Travailler pour articuler des stratégies de résistance appropriées et pour formuler des nouvelles propositions sociales qui intègrent un développement plus harmonieux entre les personnes, les communautés et l'environnement, et un nouvel humanisme. Intégrer dans ces propositions la reconstruction de communautés humaines autour de nouvelles valeurs et d'une nouvelle éthique, une éthique de la vie.
- Promouvoir la reconnaissance et la valorisation de la diversité culturelle parallèlement à la valorisation de la biodiversité.
- Développer des stratégies d'alliance entre les divers acteurs sociaux autour des problèmes communs, en appuyant la formation de réseaux actifs et engagés avec les changements et l'exercice des droits des peuples autochtones, pour le développement d'une diversité d'actions complémentaires à travers les pays et les territoires.
- Échanger des expériences entre les divers acteurs (organisations, dirigeants, membres, etc.), rassembler les efforts et se renforcer à partir de l'apport de chacun. Apprendre ensemble, s'enrichir pour développer les capacités de produire des changements et de transformer les réalités.
- Consolider les concepts d'autonomie, de territorialité et une vision biorégionale en vue du renforcement des communautés, des organisations de base et du travail local, et pour bâtir des stratégies appropriées de défense des territoires des peuples autochtones en situation de conflit.
- Prendre le devant en développant des stratégies qui intègrent des mesures de précaution et qui soient le fruit d'un processus de participation des communautés.
- Réaliser une analyse critique pour confronter l'État de droit en vigueur, la législation actuelle, spécifiquement, en matière environnementale (incluant celle qui concerne les études d'impact environnemental) et de droits autochtones. Identifier les lacunes et les failles de cette législation et mettre de l'avant des propositions qui puissent les combler.
- Développer des stratégies qui permettent de faire face aux faiblesses des législations nationales en ce qui a trait au développement des mégaprojets industriels (nationaux et étrangers).

ATELIER 4 : LE DROIT À L'EAU DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES DANS LES PAYS ANDINS

Réflexions émergentes

- La région andine a été soumise, depuis la période coloniale à aujourd'hui, à une série de changements sociaux et du milieu biophysique qui exercent une pression sur les ressources hydriques de l'écosystème andin.
- Actuellement, la croissance explosive des villes, l'expansion continue de l'activité industrielle, surtout celle qui se base sur l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que les changements climatiques apparaissent comme des facteurs qui rendent plus aiguë la situation de tension autour des questions hydriques dans la région andine.
- En même temps que l'approvisionnement en eau devient plus difficile et que le débat sur la gestion de l'eau se polarise, les utilisateurs locaux et les institutions associées à cette question font des efforts pour trouver des voies de solution à cette situation.
- C'est dans la recherche de ces voies qu'émerge la proposition « Vision sociale de l'eau dans les Andes », qui tente de clarifier les principes, les valeurs, les instruments et les actions fondées dans les particularités culturelles et la gestion des communautés autochtones, paysannes et des collectivités urbaines qui administrent les services d'eau potable. Se joignent à cette réflexion des institutions universitaires, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations qui font la promotion du droit social à l'eau et qui convergent dans la région andine.

Éléments de synthèse issus du séminaire

- Il est reconnu que le séminaire international *Globalisation, droits humains et peuples autochtones* est un espace unique, très important et significatif d'analyse et de réflexion, de dialogue et d'échanges de témoignages, de préoccupations et de pistes d'action pour les représentants des communautés autochtones latino-américaines, les chercheurs, les étudiants et les membres d'ONG du domaine de l'environnement et des droits de la personne.
- Il est reconnu que les peuples autochtones ont été victimes d'une agression historique depuis la conquête espagnole jusqu'à aujourd'hui, par les gouvernements et politiciens, les militaires, les forces policières, les entreprises transnationales et les investisseurs étrangers.
- Il est mis en évidence le besoin de lutter contre la globalisation néolibérale à travers une globalisation des droits de la personne, de la protection de la nature, de la démocratie, de la vie collective, de la dignité, de la justice et de la diversité culturelle. Ces droits constituent l'essentiel des revendications des autochtones.
- Il est exigé la reconnaissance et le respect du caractère collectif de la culture autochtone.
- Les thèmes à approfondir lors d'un prochain séminaire ont été identifiés : les droits de la femme, de l'enfant et de la personne âgée, éducation et droits de la personne.
- L'Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas réaffirme son engagement dans l'accompagnement juridique et technique des communautés autochtones et le travail en collaboration dans ce domaine.
- Ce séminaire reconnaît et confirme l'urgence d'agir pour apporter les changements qui s'imposent, en renforçant les réseaux, en agissant de façon concertée reliant les luttes des communautés et des mouvements autochtones au-delà des frontières, unis tout au long des Amériques.



LES TABLES RONDES THÉMATIQUES



DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ
DIAGUITA AVEC LA PROFESSEURE
ISABEL ORELLANA



LA PLÉNIÈRE



LA CONFÉRENCE D'OUVERTURE



Bibliographie

a) Ouvrages cités

- ARAYA CORNEJO JOSÉ; ESPINOZA CUEVAS, VÍCTOR; LOI NATERI, PAOLA; NATALE, KATRINA MARIE; ORTIZ ROJAS, MARÍA LUISA; REYES GARCÍA, MYRIAM ET JUAN CARLOS VEGA BRIONES. 2001. *Informe de derechos humanos 1990-2000. Serie Retrospectiva y Reflexión*. Santiago de Chile : Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo — CODEPU.
- AYLWIN JOSÉ. 2006a. Carabineros y el trato discriminatorio hacia los mapuche, *Argentina indymedia* (4 septembre). <http://argentina.indymedia.org/news/>
- AYLWIN JOSÉ. 2004. *Derechos humanos y derechos indígenas en América del Sur: antecedentes, movimientos y desafíos*. Centro de Derechos Humanos, Universidad de Chile.
- AYLWIN JOSÉ. 1994. *Pueblos indígenas de Chile : Antecedentes históricos y situación actual* Temuco, Chili : Instituto de estudios indígenas, Universidad de la Frontera. Serie Documentos no1.
- BENGOA JOSÉ. 2004. *La memoria olvidada. Historia de los pueblos indígenas de Chile*. Santiago (Chili) : Comisión Bicentenario.
- BENGOA JOSÉ. 2000. *Historia del pueblo mapuche. Siglo XIX y XX*. Santiago (Chili) : LOM Ediciones.
- DEL POZO JOSÉ. 2000. *Le Chili contemporain. Quelle démocratie?* Québec : Nota Bene.
- E-INDIGENA. 2007. *Se adopta la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas, en el marco de la Primera Sesión del Consejo de Derechos Humanos de la ONU*. <http://www.e-indigenas.gob.mx>
- EQUIPO NIZKOR. *Derechos humano en Chile*. <http://www.derechos.org/nizkor/chile>
- LOWY MAXIME. 2005. *Écologie et investissements étrangers au Chili: mobilisations contre des méga projets miniers*. Association pour le Contrat mondial de l'eau. <http://www.acme-eau.org>
- MOULIÁN TOMÁS. 2002. *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago de Chile : LOM Ediciones.
- OBSERVATORIO LATINOAMERICANO DE CONFLICTOS AMBIENTALES. 2006. *Tribunal a la Minería Transnacional: El caso de Barrick Gold Corporation en Latinoamérica (Chile, Perú y Argentina)*. Santiago de Chile : OLCA.
- ORELLANA ISABEL. 2007. *Pour une responsabilité sociale des entreprises et une éthique socio-environnementale globale*. Mémoire présenté aux Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises. Ministère des affaires étrangères et Commerce international du gouvernement du Canada. <http://geo.international.gc.ca> [Aussi publié dans *Presse toi à gauche* : <http://www.pressegauche.org>]
- ORELLANA ISABEL ET MARIE-ÈVE MARLEAU. 2007. *Éducation relative à l'environnement et éducation autochtone au cœur de la mobilisation sociale FACE au projet minier Pascua Lama-Veladero à la frontière chilienne-argentine*. Forum de la recherche de DIALOG 2007, INRS, Montréal.
- PÉREZ GUERRA ARNALDO ET JORGE ZÚÑIGA. 2005. Un Werken en la ONU, *Revista Ser Indígena*. <http://revista.serindigena>
- YAÑEZ NANCY. 2005. Chile multicultural : historia y derechos de los pueblos indígenas olvidados y extintos, in Nancy Yañez, Marcela Soto, Francisca Vera, Valentina Fajreldin et Carlos Vega, coordinación, *Pueblos indígenas olvidados y extintos* : 4-29. Santiago de Chile : LOM Ediciones. Nosotros los chilenos n°14.

b) Liens pertinents

Coordinadora de las organizaciones indígenas de la cuenca amazónica – COICA:

<http://www.coica.org.ec> (français, portugais, espagnol, anglais)

Consejo indígena de Centro América - CICA:

<http://www.consejoindigenacica.org> (espagnol)

El Mirador Azkintuwe:

<http://www.azkintuwe.org> (espagnol)

Discours du Chef Seattle:

<http://www.abacq.net/seattle> (espagnol, français)

Fondo Indígena. Fondo para el desarrollo indígena en América latina y el Caribe :

<http://www.fondoindigena.org> (espagnol)

II Foro social Chile:

<http://www.fschile.org> (espagnol)

Grupo Internacional de Trabajo sobre Asuntos Indígenas:

<http://www.iwgia.org/sw> (espagnol)

Mining Watch Canada:

<http://www.miningwatch.ca> (anglais, français, espagnol)

Observatorio de derecho de los pueblos indígenas, Argentina:

<http://www.observatorio.bioetic.org> (espagnol)

Observatorio latinoamericano de conflictos ambientales:

<http://www.olca.cl> (espagnol)

Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas :

<http://www.observatorio.cl> (espagnol)

Pueblos indígenas (ONU) :

<http://www.un.org/spanish> (espagnol, anglais)

Red Indígena :

<http://www.redindigena.info> (espagnol)

Universidad indígena intercultural :

<http://www.reduii.org> (espagnol)

Universidad Intercultural de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas "Amawtay Wasi"- UIAW:

<http://www.reduii.org> (espagnol, anglais, kichwa)



| **Annexes** |

ANNEXE 1 : DISCURSO DE INAUGURACIÓN

MARTA MAURAS, SECRETARIA DE LA COMISIÓN, CEPAL
28 DE NOVIEMBRE 2006

Respondiendo al título del Seminario Internacional que nos convoca, cabe pensar que en estos últimos años lo que más se ha globalizado es, probablemente, la palabra “globalización”. En los medios de comunicación, los foros, la academia, la política y la conversación cotidiana, la palabra cruza fronteras, se torna omnipresente, y se usa para explicar fenómenos cada vez más diversos. La globalización se manifiesta de múltiples formas, afectando radicalmente la soberanía de los estados nacionales, la autodeterminación de los pueblos, la vida de muchas comunidades locales y de los individuos que las componen. Abre oportunidades de comunicación y desarrollo y, al mismo tiempo, genera nuevos riesgos de exclusión y fragmentación. Hay globalización productiva, comercial y financiera, como hay también globalización de la comunicación y de la información. Ellas traen consigo una inédita apertura de fronteras, un acercamiento de lo distante y una creciente simultaneidad en intercambio planetario. Lo que antes ocurría pausadamente, hoy lo hace a vertiginosa velocidad. Precipitada por transformaciones políticas e institucionales, de la división del trabajo y de las tecnologías de información a distancia, la globalización reorganiza las formas de relacionarse, de ejercer poder y ciudadanía, de producir y consumir, de organizar el tiempo y percibir la distancia. Las sociedades se fragmentan porque distintos grupos se incorporan en distintas condiciones al concierto global, pero a la vez se enriquecen con la diversidad. Convive la concentración del ingreso y la segmentación en capacidades productivas, con nuevos movimientos sociales y de autoafirmación cultural con base en las sociedades nacionales y más allá de ellas.

En la política, asistimos a la tensión entre la estandarización de las fórmulas de inserción global y la esperanza nunca resignada de idear proyectos propios de futuro para la sociedad nacional y para los pueblos que la integran. En la economía se da la tensión entre una racionalidad competitiva cada vez mayor para acceder con ventajas a la globalización, y la necesidad de una solidaridad extendida que contrapesa estos efectos concentradores. Todo se expresa, pues, con la marca de la doble cara. Entre las dimensiones de la globalización que merecen rescatarse está, sin duda, la los derechos humanos. Ello se ha materializado a través de la progresiva construcción de un ordenamiento jurídico de carácter internacional, basado en importantes consensos que hoy se abren paso en la comunidad mundial. Aunque la universalidad en la suscripción y aplicación de tales derechos no va al ritmo que muchos quisiéramos, cabe reconocer que proliferan convenciones, declaraciones, directrices, y junto a ellas instancias, ya sea en el ámbito de las Naciones Unidas como en la esfera de las distintas regiones del planeta, que otorgan creciente protección a un conjunto de derechos civiles, políticos, económicos, sociales y culturales de carácter individual. Y, de manera incipiente, a derechos de carácter colectivo correspondientes a grupos y/o a los pueblos.

Una expresión de esta dinámica es la referida a los pueblos indígenas, cuyos derechos, inicialmente desconocidos por los instrumentos de derechos humanos emergentes en la segunda mitad del siglo XX, han sido progresivamente acogidos en las últimas décadas tanto a nivel internacional como interno de los estados. Tales progresos tienen como principal causa el trabajo de los propios pueblos y movimientos indígenas. Su emergencia como actores políticos es uno de los fenómenos más notables ocurridos en la región y en el mundo. A través de sus organizaciones y acciones, estos pueblos lograron poner en el centro del debate público sus reclamos de reconocimiento como colectivos diferenciados — pueblos —, exigiendo nuevos estatutos que garanticen su existencia y sus derechos. En esto ha contribuido también una de las bondades de la globalización, a saber, la posibilidad de comunicarse y hacerse visible en el mundo mediante las nuevas redes electrónicas.

En América Latina hay más de 650 pueblos indígenas reconocidos por los estados, que a su vez presentan una diversidad de realidades territoriales y demográficas, y poseen diferentes estatus sociopolíticos dentro de los países donde se asientan. El común denominador negativo es el avasallamiento histórico al que fueron sometidos, y la persistencia de distintas formas de discriminación que les afecta todavía, y que se expresa en el hecho de que estos pueblos sufren con mayor intensidad que el resto de la población condiciones de marginalidad territorial, exclusión socio-económica y falta de acceso a instancias de poder político. El denominador positivo es, sin duda, la capacidad de los pueblos para mantener y recrear identidades colectivas y cultura, resistir y adaptar la fuerza homogeneizadora de las culturas dominantes, y colocar en el

centro del debate global el rescate de la diversidad. En este sentido, avanzar en la plena titularidad de derechos de los pueblos indígenas implica conjugar dos grandes desafíos: mayor igualdad en el acceso al bienestar y a los beneficios del desarrollo económico y social, y el mayor reconocimiento político y cultural como actores específicos y diferenciados. La combinación de ambos desafíos permitiría hacer efectivos tanto los anhelos de autodeterminación largamente postergados, como también el mayor acceso de los pueblos indígenas, en tanto actores nacionales, a la deliberación política en que se asignan recursos y se definen políticas que inciden en el destino de nuestras sociedades.

En tal marco, las normas internacionales básicas, relativas a derechos colectivos de los pueblos indígenas, pueden encuadrarse dentro de las siguientes categorías que han ido cobrando cuerpo en acuerdos vinculantes: Derecho de no-discriminación; Derecho a integridad cultural; Derechos de propiedad, uso, control y acceso a las tierras y recursos; Derecho al desarrollo y bienestar social; Derechos de participación política, consentimiento libre, previo e informado. Todo esto bajo el principio fundamental del derecho a la autodeterminación. Y frente a este nuevo estándar de derechos humanos relativo a los pueblos indígenas, el mayor desafío para la comunidad internacional, los estados y los pueblos es hoy la implementación y cumplimiento de esos estándares en las normas, jurisprudencia y políticas internas de los países, tal como lo enfatizó el Relator Especial de Naciones Unidas en la materia.

Desde nuestra perspectiva en la CEPAL, todo lo anterior supone complementar al menos tres enfoques de intervención que hemos planteado en distintas instancias. Un primer enfoque de políticas privilegia la dimensión de la equidad social y de la lucha contra la pobreza y la exclusión, y apunta a ampliar esferas de prestaciones sociales y de formación de capacidades hacia los pueblos indígenas. Ámbitos como el empleo, la educación, la salud y los ingresos hacen parte de este conjunto de políticas. En este marco, también, las políticas de acción afirmativa van orientadas a reparar desventajas acumuladas a fin de “nivelar el campo de juego” en el terreno del reparto de recursos y activos en la sociedad. Un segundo enfoque parte del hecho de la constitución de los pueblos indígenas como sujetos de derecho y actores políticos, tanto en el ámbito internacional como local. Por lo mismo, se pone el énfasis en reformas que apuntan a expandir la ciudadanía no sólo en la dimensión de derechos civiles, sociales y políticos, sino como promoción del derecho de autodeterminación. Un ejemplo de ello es el espacio que van ganando las demandas de los propios pueblos indígenas de que se respeten sus derechos colectivos y su visión del derecho basado en el uso consuetudinario, como en la implementación y cumplimiento de esos estándares en las normas, jurisprudencia y políticas internas de los países, tal como lo enfatizó el Relator Especial de Naciones Unidas en la materia.



ANNEXE 2 : CONFÉRENCE DE INAUGURATION

JOSÉ AYLWIN, CO-DIRECTOR
 OBSERVATORIO DE DERECHOS DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS
 28 DE NOVIEMBRE 2006

Hay representantes de distintos pueblos indígenas que han llegado hasta acá, representantes de organizaciones internacionales, de organismos no-gubernamentales, de la sociedad civil, de organizaciones académicas que están aquí presentes, del estado, también del sector privado que han acogido esta convocatoria. Saludos a todos y a todas en el nombre del equipo del Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas. Como sabemos, los pueblos, las comunidades y quienes las defendemos en todos los rincones del planeta, nos enfrentamos hoy a procesos complejos y contradictorios que afectan nuestras vidas de manera radical. Por una parte, se ha impuesto en el mundo una visión del desarrollo que propugna la desregulación de las economías estatales, la apertura de las fronteras a los capitales transnacionales, lo que ha dado lugar a una economía mundializada, controlada por grandes conglomerados, generalmente originarios de los países del Norte.

El predominio de esta visión ha resultado en una imposición de libre mercado, en la disminución del tamaño de los estados, en la privatización de los servicios sociales, así como en la pérdida de soberanía de los estados y de los pueblos que habitamos en ellos, quien pasa a manos de los grupos transnacionales emergentes. También ha resultado la creciente concentración de la riqueza en manos de unos pocos, en la destrucción de los ecosistemas y de las culturas relacionadas a ellas, y de las economías locales. La exclusión de grandes sectores sociales de las tomas de decisiones en relación a los problemas que los afectan, decisiones que quedan entregadas a gentes lejanas y a veces abstractas, es difícilmente fiscalizada. Por otra parte, la humanidad sigue avanzando en la construcción de ciertos consensos básicos relativos a los derechos de los individuos y de los pueblos. A los consensos logrados en la post guerra, que dieron el origen a la declaración universal de derechos humanos y a los pactos complementarios, hoy día se agregan un conjunto de nuevos consensos, manifestados por convenciones en lineamientos internacionales referidos a problemáticas emergentes como la temática ambiental, la diversidad cultural, los crímenes de deshumanidad o a sectores específicos de la población, generalmente marginados del ejercicio de sus derechos individuales, tal como la mujer o los niños, o a colectivos que se les niega su calidad de tales y por lo mismo, sus derechos, como es el caso de los pueblos indígenas.

¿Transnacionalización de la economía o globalización?

El primero de estos fenómenos, que es la transnacionalización de la economía, ha sido identificado en forma equívoca como un proceso de globalización, como si tal globalización no hubiera empezado hace miles de años, con los imperios, conquistas, misiones, descubrimiento de lo que nos habla la historia y de lo que los pueblos indígenas ya saben. O como si no existieran otras dimensiones comunicacionales, culturales, sociales, dentro de este proceso de mundialización. La identificación que se hace de la transnacionalización de las economías por la globalización no es un hecho fortuito como señalaba hace pocas semanas atrás, Noam Chomsky, en su visita a Chile. Ella ha sido generada por los grupos de poder que niegan las otras dimensiones de la globalización como la que permite la creación de una jurisdicción supranacional para la protección de los derechos humanos o la que posibilita que las sociedades civiles se organicen en forma creciente convidadas a potenciar sus luchas por sociedades menos excluyentes. No es casual, como lo señalaba Chomsky, que quienes abogan por una globalización alternativa a la del mercado, basada en los derechos humanos y en el control de los pueblos, de sus recursos naturales y de sus culturas se han llamado paradójicamente, grupo anti-globalización. Pero, los defensores de la globalización económica o neoliberal imperante en gran parte del planeta van más allá, ellos sostienen que a través de este proceso se expande la democracia en el mundo y se garantiza el respeto de los derechos y libertades fundamentales. Bien sabemos que la realidad es muy distinta. La experiencia nos demuestra que la globalización, lejos de ser compatible con los derechos humanos, como lo señalan los grupos de poder, se opone a ellos y los transgrede sistemáticamente.

Derechos de los indígenas y empresas transnacionales

Como señala Vandana Shiva, líder social y ambiental de India, este fenómeno sitúa los derechos de las empresas por encima de los derechos de los estados y de los derechos de los ciudadanos, por ellos, ella llama a esta globalización, la globalización de los derechos inhumanos. Las dualidades y contradicciones de la globalización se evidencian de manera clara en el caso de los pueblos indígenas. Los pueblos indígenas se han convertido en las principales víctimas de este proceso de transnacionalización de las economías, por causa de la presión que las empresas transnacionales ejercen sobre territorios ancestrales ricos en recursos y dado también las condiciones de subordinación política en que muchos de estos pueblos se encuentran al interior de los estados. Como sostiene el relator de la ONU para los derechos indígenas, Rodolfo Stavenhagen, en uno de sus primeros informes: con demasiada frecuencia los recursos de los pueblos indígenas se extraen al beneficio de otros intereses, cita el caso del petróleo, la minería y la explotación agraria. Con ningún provecho para las comunidades indígenas. En ese informe sobre los grandes proyectos de desarrollo y los pueblos indígenas, el mismo relator agrega que las violaciones de los derechos humanos, civiles y políticos, económicos y sociales provocados por estos proyectos han llevado a los pueblos indígenas a iniciar acciones de protesta o campañas de resistencia de gran escala para llamar la atención sobre esta situación. El mismo relator da cuenta en otros informes, informes sobre estados (varios de ellos en América Latina, como el de México, Colombia y Chile) que esa protesta indígena en contra de estos procesos de globalización económica ha sido criminalizada.

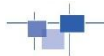
Reconocimiento de los derechos de los pueblos indígenas

Paralelamente sin embargo, como nos señalaba Marta Maurás, como producto de las luchas de pueblos indígenas en distintas partes del planeta, en los últimos años se ha desarrollado un proceso de reconocimiento progresivo en el ámbito doméstico y en el ámbito internacional de los derechos de los pueblos indígenas. Al convenio internacional 169, el primer instrumento hasta antes desconocido en el ámbito internacional, que reconoce de manera global los derechos de los pueblos indígenas incluyendo derechos políticos, territoriales y culturales, se agrega ahora la declaración de la ONU sobre derechos de pueblos indígenas. Esta declaración hace extensivo a estos pueblos un conjunto de derechos colectivos e individuales ya reconocidos universalmente por instrumentos de derechos humanos, que lamentablemente, no han sido aplicados ni respetados para los pueblos indígenas. Así como un derecho central, la declaración universal de Naciones Unidas sobre derechos indígenas, reconoce el derecho a la autodeterminación y a la autonomía. Asimismo, la declaración establece expresamente el derecho a los pueblos indígenas al consentimiento libre e informado antes de la aprobación de cualquier proyecto de inversión y/o proyectos de desarrollo, en respeto de sus tierras. Dicha declaración, que coincidentemente debe ser votada hoy por el tercer comité de las Naciones Unidas antes de ser sometida a la asamblea general, contiene los principios que deberán orientar la acción de sus órganos en esta materia. En el ámbito americano, si bien no hay hasta la fecha un instrumento específico relativo a los derechos indígenas, la corte y la comisión interamericana han elaborado jurisprudencias que interpretan de manera evolutiva y extensiva las convenciones de derechos humanos vigentes, reconociendo a los pueblos indígenas no sólo los derechos individuales garantizados en ellas, sino también derechos de carácter colectivo, como la propiedad comunal de las tierras y los derechos de participación política. Son estos fenómenos complejos, por cierto, los que hemos querido abordar en esta convocatoria a este seminario sobre globalización, derechos humanos y pueblos indígenas. Tal como se ha planteado en dicha convocatoria, en este seminario queremos abrir un espacio de reflexión, con la participación de todos los sectores: los estados, los centros académicos, las entidades internacionales, las organizaciones no-gubernamentales, el sector privado y por supuesto, los propios pueblos indígenas, sobre el fenómeno de la globalización en sus distintas dimensiones así como sobre sus implicancias para los pueblos indígenas y sus derechos. Un espacio para analizar los discursos y experiencias de la globalización económica hoy imperante en el mundo y en la región latino americana, los impactos que ella está generando en los pueblos indígenas y en sus comunidades, un espacio para el conocimiento de las alternativas que la globalización de los derechos humanos plantea para la protección de los derechos de los pueblos indígenas a nivel internacional, regional y doméstico. Hemos hecho esta convocatoria como una organización de la sociedad civil preocupada por la protección jurídica y política en la cual se encuentra los derechos de los pueblos indígenas en Chile.

Una convocatoria plural

Chile es un país que de acuerdo a los rankings de Foreign Policy, aparece como el segundo más globalizado en América Latina pero que, sin embargo, tiene los niveles más bajos de reconocimiento de los derechos de pueblos indígenas en la región. Conciente de que se trata de una realidad que preocupa a numerosos sectores y en particular a los propios pueblos indígenas, hemos hecho esta convocatoria junto a sus organizaciones representativas, a los centros académicos no-gubernamentales de Chile y de otros contextos, y junto a redes de trabajo que vienen abordando estas materias de distintas perspectivas, como las redes de agua y las redes de multiculturalidad de uso del sistema interamericano y de responsabilidad social que participan y patrocinan este evento. Hemos querido hacer también este seminario en el marco de las Naciones Unidas, representadas a través de la Comisión Económica para América Latina y de la Oficina regional del Alto Comisionado para los derechos humanos. Este seminario es también una respuesta al relator especial, quien hizo en su informe de misión a Chile un llamado a las entidades de las Naciones Unidas, incitándolas a participar y a colaborar en el desarrollo de un diálogo con todas las partes interesadas, con miras a determinar las formas de implementación de sus recomendaciones y para abordar la crítica situación de los derechos de estos pueblos indígenas en el país. Agradecemos sinceramente la acogida que esta convocatoria ha encontrado en todas las entidades que la han patrocinado, que la han promovido y que están aquí presentes.

Agradecemos también las personas que han viajado desde lugares muy distantes; Nueva Zelanda, Arizona, Quebec, el territorio de Sarayaku en la Amazonia de Ecuador, ciudades capitales como La Paz, Arica, Iquique, Chusmisa, Huasco Alto, Ralco, Curacao, Chiloé y tantas otras localidades del continente americano. Al hacer esta convocatoria como Observatorio, no hemos querido suplantar el rol que corresponde a los pueblos indígenas en la lucha por sus propios derechos amenazados y convulsionados por el proceso de globalización económica hoy imperante. Por el contrario, queremos desde la sociedad civil, como profesionales, poder socializar, colaborar a la reflexión y a la discusión con los propios pueblos indígenas y con los demás actores involucrados en las problemáticas globales que hoy amenazan los derechos de todos, pero que impactan con especial fuerza a los pueblos originarios y a las comunidades locales. Hacemos esta convocatoria con la esperanza de que los espacios como éste aporten conocimientos, herramientas y capacidades a los participantes indígenas para potenciar sus luchas por el reconocimiento de los derechos que, hasta ahora, les son negados o que siéndoles reconocidos, no pueden ser ejercidos en la práctica cotidiana tanto en Chile como en otros contextos geográficos. Esperamos que ésta sea una experiencia enriquecedora para todos y que el intercambio de ideas y de experiencia que aquí tenga lugar nos entregue luces y caminos para seguir, para conseguir la justicia que todos anhelamos y que resulta urgente y apremiante para los pueblos indígenas.



ANNEXE 3 : CLASE MAGISTRAL. LA GLOBALIZACIÓN, EL DERECHO INTERNACIONAL Y LOS PUEBLOS INDÍGENAS. EVOLUCIÓN Y PERSPECTIVAS

JAMES ANAYA, UNIVERSITY OF ARIZONA (USA)
28 DE NOVIEMBRE 2006

Cuando hablamos de los efectos de la globalización sobre los pueblos indígenas, creo que hay que señalar que estos efectos son de carácter tanto positivo como negativo. Por un lado, los múltiples problemas que afrontan los pueblos indígenas son resultado de una serie de procesos políticos, económicos y sociales que tienen una dimensión global. Por otro lado, para confrontar estos problemas los mismos pueblos indígenas han elaborado estrategias que incluyen su integración en redes de derechos humanos que trascienden las fronteras estatales. En esta exposición quisiera enfocarme en la interrelación de estos dos aspectos de la globalización, señalando cómo el discurso globalizado de los derechos humanos ha funcionado para retar las pautas transnacionales de encuentro humano que han oprimido a los pueblos indígenas. Además, intentaré mostrar como los pueblos indígenas, al utilizar el discurso globalizado de derechos humanos, no sólo han fomentado una dinámica que ha traído consigo una mejor defensa de sus propios intereses, sino que también han inducido cambios en el ordenamiento jurídico que regula, o que pretende regular, a la comunidad internacional en su conjunto — me refiero a cambios yacientes en la propia estructuración de lo que denominamos el derecho internacional.

La globalización, los pueblos indígenas y el sistema jurídico internacional

En su sentido amplio, la globalización es el movimiento — de imágenes, bienes, e ideas — a través de las fronteras de los estados y, de paso, también a través de los océanos y las montañas. Así entendida, la globalización no es ni inherentemente buena ni inherentemente mala. Sencillamente es un hecho. La globalización tampoco supone un fenómeno nuevo en la historia de la humanidad. La novedad reside en el hecho de que la tecnología ha acelerado sobremanera el ritmo de la globalización y ha acercado más a los habitantes de los distintos puntos del planeta, para bien o para mal. Preguntarse si la globalización es buena o mala es lo mismo que preguntarse si la tecnología que la impulsa es en sí buena o mala. En ambos casos, depende de las fuerzas y de los valores que traen aparejados.

Sin embargo, es por demás sabido que la globalización representa en la práctica un instrumento en manos de fuerzas poderosas que valoran el libre flujo de capital y la acumulación de capital sobre todas las cosas. En gran medida, las instituciones de la globalización están ligadas a una filosofía de liberalización del comercio internacional que permite a los más poderosos del mundo, en términos económicos, mejorar su posición de privilegio, la mayoría de las veces a expensas de los menos privilegiados. Junto al crecimiento de la desigualdad en la distribución de la riqueza, la globalización ha traído consigo la imposición de las preferencias e iconografía propias de la cultura occidental a expensas de la diversidad cultural. Seguramente durante esta conferencia se expondrá más acerca de cómo, tanto en el pasado como en la actualidad, los pueblos indígenas han sido víctimas de las consecuencias adversas de la globalización.

Pero hay que reconocer que la globalización, no sólo ha traído efectos negativos sobre los pueblos indígenas. Tal y como nos muestran las experiencias transnacionales de los pueblos indígenas en los últimos tiempos, existe otra dimensión de la globalización, que también cuenta con sus propios antecedentes históricos. Se trata de una dimensión que cuestiona el poder y la autoridad desde perspectivas que trasciende las fronteras estatales y que de hecho globaliza un mismo discurso ético y moral.

Entre los que estudiamos el derecho y las relaciones internacionales es de conocimiento común los antecedentes históricos y la evolución moderna de este discurso globalizado hacia un código moral y jurídico transnacional que ahora denominamos “derechos humanos”. La tecnología y las instituciones internacionales están siendo utilizadas también por fuerzas que representan a un amplio espectro de la humanidad y que impulsan agendas de derechos. De este modo, los derechos humanos se globalizan a través de una red transnacional de actores e instituciones, que operan en un marco específico de normas internacionales.

Los pueblos indígenas de la época contemporánea han sabido apropiarse del discurso e instituciones globales de derechos humanos y, al hacerlo, han contribuido con sus propias perspectivas a la conformación tanto del

discurso de los derechos humanos como del mismo sistema jurídico e institucional internacional. Como consecuencia, el sistema internacional cuenta ahora con una serie de normas concernientes específicamente a los pueblos indígenas y derivadas de los principios generales de derechos humanos, como se manifiesta claramente en el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales. Y este régimen internacional de los derechos humanos de los pueblos indígenas va ampliándose, como vemos en las discusiones actuales en la Asamblea General de la ONU acerca de la Declaración sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas. Además se han incorporado en la esfera internacional, instituciones y programas dedicados específicamente a los pueblos indígenas, como por ejemplo el Foro Permanente sobre Cuestiones Indígenas de Naciones Unidas y el nombramiento por la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas del Relator Especial sobre “la situación de los derechos humanos y libertades fundamentales de los indígenas.” Por el momento, el Relator Especial sobre pueblos indígenas y otros mecanismos temáticos de la ONU dentro del ámbito de derechos humanos siguen sus funciones bajo la autoridad del Consejo de Derechos Humanos, que recientemente reemplazó a la Comisión. Está programado para esta conferencia estudiar el impacto que ha tenido el Relator Especial sobre pueblos indígenas en el caso particular de los pueblos indígenas de Chile.

A través de las distintas corrientes impulsadas por la globalización, los pueblos indígenas han conseguido impulsar transformaciones que van más allá de sus propios intereses y problemas. Aunque a veces no se tome en cuenta, los pueblos indígenas se han convertido en un factor principal en una serie de dinámicas que han generado, y están generando, cambios fundamentales en el sistema internacional. Y se trata de cambios que tienen implicaciones que van más allá del contexto específico de los pueblos indígenas.

La contribución de los pueblos indígenas a la reforma del sistema jurídico internacional

En lo que resta de esta exposición, identificaré cuatro ámbitos en el que los pueblos indígenas están contribuyendo a generar cambios fundamentales en el derecho internacional y, en particular, en el discurso global de los derechos humanos.

La transición hacia los derechos colectivos

En primer lugar, con respecto a los derechos colectivos, la defensa de los derechos de los pueblos indígenas ha servido para que el sistema internacional de derechos humanos dé una respuesta a la cuestión tan debatida si existen o no los derechos colectivos. La respuesta es, hoy por hoy, afirmativa.

Históricamente, el derecho internacional se desarrolló en relación únicamente a los derechos y deberes de los estados independientes. Después de la II Guerra Mundial, y con el apoyo de las Naciones Unidas, el derecho internacional evolucionó de forma significativa al hacer suyo los principios y reglas de los derechos humanos. Se desarrolló así un régimen de derechos humanos que hasta fechas muy recientes se interesaba exclusivamente en los derechos de los individuos frente al estado, sin prestar demasiada atención a las dimensiones colectivas y asociativas de la existencia humana fuera del estado.

Los pueblos indígenas han contribuido a crear un nuevo entendimiento dentro del régimen internacional de derechos humanos, llevándolo a la aceptación de la idea de derechos colectivos. Superando la dicotomía de derechos y deberes de estados e individuos, los pueblos indígenas han demandado y articulado sus derechos humanos en términos de derechos colectivos o de grupo. En sus múltiples intervenciones orales y escritas ante las instancias internacionales, los líderes y ancianos indígenas han ofrecido explicaciones sobre la naturaleza colectiva de sus derechos, y estas explicaciones han ejercido una gran influencia sobre las dinámicas internacionales relevantes. De hecho, todo un tratado internacional - el Convenio 169 mencionado anteriormente - incorpora un conjunto de derechos que pertenecen a los “pueblos indígenas” en cuanto tales, y no únicamente derechos predicables de los individuos indígenas. Si bien en el Convenio se introduce una salvedad sobre el uso del término “pueblos” en el sentido de evadir las implicaciones del término en relación con el derecho a la autodeterminación, de ninguna manera se afecta a la naturaleza colectiva de los derechos reconocidos en este instrumento. Por otra parte, los derechos humanos colectivos se articulan en los proyectos de declaración de los derechos de los pueblos indígenas en curso de elaboración tanto en Naciones Unidas como en la Organización de Estados Americanos.

También resulta relevante a este respecto la práctica de los órganos internacionales de derechos humanos, como el Comité de Derechos Humanos y el Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (CEDR) de la ONU, cada uno de los cuales ha hecho referencia a los “pueblos” o “poblaciones indígenas” como depositarios o beneficiarios de derechos. Por su parte, las instituciones del sistema interamericano de derechos humanos, en los últimos años ha llegado a afirmar en varios casos la dimensión colectiva de los

derechos humanos de los pueblos indígenas, especialmente con relación a tierras, recursos naturales, procesos políticos, y sistemas normativos.

La evolución del principio de soberanía estatal

Una segunda vía a través de la cual los pueblos indígenas han generado cambios en el derecho internacional tiene que ver con el concepto de soberanía estatal, precisamente una de las doctrinas más asentadas del derecho internacional. La doctrina de la soberanía ha servido tradicionalmente a los estados de escudo en contra de la intervención exterior en asuntos que se consideraban de interés exclusivamente doméstico. Pero en las últimas décadas la doctrina de la soberanía estatal ha evolucionado hacia un principio no absoluto, más ajustado a una jurisdicción internacional. Esta evolución se atribuye sustancialmente al efecto del sistema internacional de derechos humanos desarrollado a partir de la adopción de la Carta de las Naciones Unidas, que impone limitaciones externas al ejercicio de la autoridad estatal en el ámbito interno, normalmente a favor del individuo. Las demandas de los pueblos indígenas, que se articulan precisamente a través del régimen internacional de derechos humanos, han contribuido a una alteración radical de la norma de soberanía estatal que va más allá de los efectos provocados por la internacionalización de los derechos individuales. Las demandas de los pueblos indígenas de autonomía y derechos colectivos incluyen, por ejemplo, demandas de control sobre tierras y recursos, aspectos que tradicionalmente se consideraban dentro de la esfera de interés económico exclusivo de los estados en virtud del principio de soberanía sobre los recursos.

El reconocimiento de los derechos colectivos de los pueblos indígenas cuestiona pues algunos aspectos fundamentales del modelo de primacía y exclusividad de la autoridad estatal, de forma más contundente que el sistema clásico de derechos individuales. Como hemos visto, se han desarrollado y están desarrollándose una serie de normas que reconocen los derechos colectivos en aspectos significativos de la existencia de los pueblos indígenas, como es el caso del Convenio 169 de la OIT y los proyectos de declaración de Naciones Unidas y de la OEA. Asimismo, el debilitamiento del escudo de la soberanía estatal se pone de manifiesto de forma evidente en casos recientes presentados ante los organismos competentes de Naciones Unidas y la OEA, en el que los estados han sido cuestionados acerca de sus programas de explotación de los recursos naturales y sus regímenes de administración de la tierra en relación con las tierras comunales indígenas. Lo que estos casos demuestran no es tanto que el principio de soberanía estatal ya no existe en el derecho internacional, sino que es un principio que ahora se acomoda a la protección de los derechos humanos.

La evolución de la norma de autodeterminación

El tercer ámbito en el que la discusión relativa a los derechos de los pueblos indígenas ha traído consigo cambios de efecto global está relacionado con el concepto de autodeterminación (recogido en varios instrumentos internacionales como la libre determinación). De hecho, el planteamiento de los derechos indígenas dentro del marco de la autodeterminación enfatiza el carácter colectivo de estos derechos y el reto que presentan para la doctrina de soberanía estatal en su formulación clásica. La autodeterminación se reconoce como un principio en la Carta de las Naciones Unidas y como un derecho perteneciente a “todos los pueblos” en los pactos internacionales de derechos humanos. Muchos esfuerzos teóricos se han dedicado a intentar explicar el significado del derecho de todos los pueblos a la autodeterminación en el contexto de un ordenamiento jurídico internacional que por principio defiende la soberanía, la integridad territorial y la unidad política de los estados. En su sentido pleno, la autodeterminación en el pasado ha sido entendida comúnmente como un derecho a formar un estado independiente. En consecuencia, hasta recientemente los estudios se han enfocado por lo general en identificar una lista limitada de grupos que tienen derecho a convertirse en estados independientes si así lo desean, una lista que en la mayoría de los casos no incluía a los pueblos indígenas.

Una premisa implícita en este tipo de perspectiva es que el estado constituye la forma más elevada de autodeterminación para las comunidades culturales o nacionales. Esta premisa puede ser cuestionada por supuesto, aunque sólo sea por los drásticos cambios que se han producido en las últimas décadas en la idea y práctica del estado, y que han llevado a una disminución creciente de su importancia en relación a otras esferas de afiliación y autoridad, tanto locales como transnacionales.

A través de sus demandas en el nivel internacional, los pueblos indígenas han logrado erosionar la premisa de que el estado representa la forma superior y más justa de asociación humana, y han logrado un reconocimiento cada vez mayor en el ámbito internacional que son por sí mismos pueblos con el derecho a la autodeterminación. Esto se manifiesta explícitamente en el artículo 3 del proyecto de declaración bajo discusión actualmente por la Asamblea General de la ONU, que afirma que “todos los pueblos indígenas

tienen el derecho a la libre determinación”. Los pueblos indígenas han ayudado a forjar un pensamiento jurídico internacional que percibe la autodeterminación no solo en términos de estructuras estatales, pero también en términos de las diversas identidades culturales y estructuras sociales y políticas coexistentes. Bajo este pensamiento, la autodeterminación no implica un estado independiente para cada pueblo, ni tampoco implica que los grupos sin estado solo tengan recurso a los derechos individuales de sus miembros. Más bien, los pueblos como tales, incluso los pueblos indígenas con sus propias estructuras políticas y sociales, han de participar plenamente e igualmente en la construcción y funcionamiento de todas las instituciones de gobierno bajo las que viven a todo nivel. Los pueblos indígenas son considerados, y así se ven a sí mismos la mayoría de ellos, como comunidades políticas diferentes pero no inferiores a los estados. Dentro de este modelo, la autodeterminación se consigue no sólo con la creación de un estado independiente, sino a través del desarrollo consensuado de mecanismos diseñados específicamente para cada contexto, y que reconocen a los pueblos indígenas tanto derechos de autonomía acorde con sus propias pautas culturales, como derechos de participación en los procesos políticos de los estados en los que viven.

El papel de los actores no estatales

El último asunto en el que puede percibirse la influencia indígena se refiere al papel de los actores no estatales en los procesos jurídicos y políticos internacionales. Existe una clara tendencia a que los actores no estatales cobren un papel cada vez más importante en los procesos relevantes de toma de decisión dentro de los mecanismos tanto formales como informales del sistema internacional. Esta tendencia ha llevado necesariamente a una evolución de nuestros conceptos del derecho internacional hacia un modelo menos estatocéntrico, tal y como han puesto autores destacados como Rosalyn Higgins, Jueza de la Corte Internacional de Justicia.

Los pueblos indígenas se cuentan entre los actores que mejor han conseguido aprovechar los espacios abiertos en el sistema internacional y crear nuevos espacios para participar e influir en los procesos de toma de decisiones en este sistema, procesos cuya importancia va además en aumento. Durante más de dos décadas, los representantes de los pueblos indígenas han comparecido ante los órganos de derechos humanos de la ONU, y esta participación es cada vez mayor y cada vez más significativa. El acceso de los pueblos indígenas a estos órganos se acrecienta en la medida en que muchas organizaciones representativas de pueblos indígenas han conseguido un estatuto consultivo oficial frente los órganos de derechos humanos de la ONU. En respuesta específica a los esfuerzos de los pueblos indígenas, se han desarrollado nuevas instituciones y programas que permiten a estos pueblos un acceso sin precedentes al sistema internacional. Algunas de las vías de acceso más conocidas son el Grupo de Trabajo de Naciones Unidas sobre Poblaciones Indígenas y el Foro Permanente sobre Cuestiones Indígenas. Los pueblos indígenas y sus organizaciones tienen acceso directo a estos órganos, y comparecen ante ellos en sus sesiones públicas para hacer intervenciones orales o escritas. Asimismo, ocho de los dieciséis miembros del Foro Permanente son nombrados por el Presidente de ECOSOC en consulta con los pueblos indígenas, y todos ellos son precisamente de origen indígena.

Los esfuerzos de los pueblos indígenas para conseguir acceso al sistema internacional son especialmente relevantes al menos en dos aspectos. En primer lugar, a pesar de que no hablan desde una posición de influencia política, los pueblos indígenas han tenido éxito en el uso del lenguaje y los métodos de los derechos humanos para impulsar sus propias demandas. Basando estas demandas en principios generales del derecho internacional de los derechos humanos, los pueblos indígenas han aprovechado las vías de acceso al sistema internacional para articular una visión de ellos mismos distinta del estereotipo dominante, y han tenido una enorme influencia en la definición de la agenda internacional que ha surgido como respuesta a sus demandas.

En un periodo relativamente corto de tiempo, estos pueblos han conseguido transformar la posición generalizada a favor de una norma de asimilación y sustituirla por una norma de respeto a las culturas e identidades colectivas indígenas. Aunque esta transición no ha progresado lo suficiente como para satisfacer a todos los grupos indígenas, y a pesar de que su puesta en práctica ha sido lenta, el cambio que se ha producido en el discurso colectivo e individual de los estados y otros actores es claramente perceptible, y se manifiesta en muchas de las normas a las que ya nos hemos referido.

En segundo lugar, es posible afirmar que existe una tendencia a reconocer a los pueblos indígenas un estatuto particular o sui generis entre los actores no estatales dentro del ámbito internacional, un estatuto del que se deriva además un nivel reforzado de participación. Los pueblos indígenas no son iguales a las organizaciones no gubernamentales ordinarias (ONGs) en el sentido de que se trata sólo de grupos

organizados sobre intereses particulares. Más bien, los pueblos indígenas son por definición sociedades que existían antiguamente, con culturas bien enraizadas en la historia y con instituciones políticas y sociales bien diferenciadas.

Desde esta perspectiva, los pueblos indígenas han reivindicado una presencia de pleno derecho en el ámbito internacional, y no sólo como representantes de un segmento de la denominada sociedad civil. Como ya hemos visto, el resultado de estas reivindicaciones ha sido el surgimiento de mecanismos extraordinarios en Naciones Unidas y en otras instituciones internacionales, que permiten a los pueblos indígenas expresar sus preocupaciones e intereses, y participar en las discusiones relativas a asuntos que les afectan.

Los pueblos indígenas tienen un carácter singular en relación a otros actores, pero, al mismo tiempo, su presencia e influencia en el sistema internacional suponen un importante avance para hacer de éste un sistema menos estatocéntrico y más enfocado en los seres humanos en las múltiples manifestaciones de su experiencia.

Conclusión

En conclusión, lo que he pretendido hacer con mi intervención es poner en entredicho una imagen exclusivamente negativa de la relación entre la globalización y los pueblos indígenas. Si bien la globalización en la era contemporánea ha traído consigo nuevas amenazas a la supervivencia económica y cultural de los pueblos indígenas, les ha permitido también convertirse en actores y ganar espacios de influencia impensables hace sólo unas pocas décadas. Apoyada en un discurso globalizado de los derechos humanos, la defensa de los derechos de los pueblos indígenas en el sistema internacional ha generado efectos cada vez más patentes en este sistema. Si al inicio de la Edad Moderna algunos juristas europeos supieron cuestionar las bases normativas del encuentro entre los imperios europeos y los pueblos indígenas, ahora son estos mismos pueblos los que cuestionan los principios sobre los que se asienta el derecho internacional resultante de siglos de exclusión.

La entrada de los derechos indígenas como sujetos de la globalización ha cuestionado principios bien asentados en el derecho internacional contemporáneo, en cuestiones tales como el reconocimiento de los derechos colectivos, el contenido de la soberanía estatal, la teoría y práctica de la autodeterminación, y el papel de los actores no estatales. Un cuestionamiento que tiene además el efecto fundamental de erosionar la idea firmemente asentada de que el estado es la única forma o la forma principal de concentrar el poder y representar a las comunidades humanas.

Afirmándose así mismos como actores, y no meramente como víctimas, en la esfera internacional, los pueblos indígenas han logrado impulsar un marco normativo que les sirva de salvaguarda frente a las fuerzas de la globalización que tanto en el pasado y como el presente han irrumpido en sus vidas. Y, al hacerlo, los pueblos indígenas están ayudando a producir cambios en el orden jurídico internacional, cambios que pueden conducir, y no sólo a los pueblos indígenas, sino a todos los pueblos, a un mundo más justo y más humano.

